

COMMUNIQUE DE PRESSE

Un plan massif de recrutement à effet immédiat Pour protéger nos aînés et relancer l'économie

Ce mardi 22 septembre, le Président de la République s'est rendu dans un EHPAD public du Loir-et-Cher pour saluer la mobilisation des personnels face à la recrudescence du nombre de cas de COVID chez les plus de 65 ans. Cette visite officielle ne suffit pas à faire oublier que la Loi Grand Age et Autonomie est une nouvelle fois reportée aux calendes grecques. Lasse d'attendre cette loi, la FHF demande au Chef de l'Etat de déployer au plus vite un plan pluriannuel de renforcement des effectifs, avec le recrutement de 20 000 personnes par an soit 3 ETP supplémentaires pour 100 résidents dès 2021 et sur 5 ans. Cette mesure contribuerait à la relance de l'Economie et de l'Emploi, au renforcement des équipes en EHPAD et des SSIAD, pour la plupart en sous-effectifs face au COVID et enfin, à plus long terme, à une meilleure prise en charge des résidents.

Après les premiers signaux positifs de l'annonce de la création d'une 5^{ème} branche de la sécurité sociale dédiée à l'autonomie, il est attendu du gouvernement des décisions concrètes en termes de mobilisation de financements nouveaux et de réforme du secteur du grand âge.

S'il est un consensus qui ressort des rapports Libault, El Khomri et des comparaisons internationales, c'est l'urgence de renforcer les effectifs en EHPAD. Il s'agit d'un besoin immédiat pour affronter la crise COVID, à court terme, mais aussi pour faire face aux enjeux du vieillissement de la population à l'heure où blanchissent les cheveux des anciens « baby-boomers ». Pour donner un ordre d'idée : **le nombre de personnes de plus de 75 ans aura augmenté de 42% entre 2015 et 2030**. Notre système de santé et médico-social est-il prêt à accueillir et à accompagner nos aînés dans de bonnes conditions ? La réponse est non.

C'est tout l'objet du projet de loi Grand-Age Autonomie, reporté une nouvelle fois alors que les constats et besoins auxquels il doit répondre font consensus auprès des experts et des professionnels. **Mais les résidents et professionnels des EHPAD et du domicile ne peuvent plus attendre.** Le secteur attend des réponses concrètes et immédiates.

Le recrutement de 20 000 personnes à très court terme permettrait de soulager les effectifs sous-tensions et très éprouvés par la première vague du printemps mais aussi d'améliorer l'accompagnement des résidents. **Plus de professionnels, c'est plus de temps accordé à chaque résident dans les actes de la vie quotidienne et plus d'attention portée à des personnes qui ont plus que jamais besoin d'accompagnement social et de protection face au Covid.**

Ce plan massif de recrutement, que la FHF estime à 800 millions d'euros pour 2021, intégrerait pleinement la question de la formation afin de permettre aux personnes en recherche d'emploi ou en reconversion professionnelle de suivre des formations pratiques et accélérées afin d'être rapidement mobilisables dans les établissements médico-sociaux. A l'heure où les fermetures de sites industriels appartenant à de grands groupes internationaux font de nouveau la une, il est utile de rappeler qu'il s'agit de créer durablement des emplois non délocalisables.

Afin d'assurer le financement de ce plan pluriannuel de création d'emplois, il appartient au gouvernement d'opérer les choix politiques parmi la palette de pistes de financements présentée la semaine dernière dans le rapport de Laurent Vachey.

Pour parvenir à l'objectif de 20 000 recrutements en 2021, les métiers du grand âge devront aussi faire l'objet d'une revalorisation aux yeux de la société. L'augmentation de la rémunération a été un premier pas, mais ces professions réputées difficiles souffrent d'un déficit d'image alors que la crise a confirmé leur forte utilité sociale. *A quand une campagne de l'Etat pour valoriser ces métiers et encourager les recrutements ?*

« La réforme grand âge tarde à se concrétiser, pourtant les résidents et les professionnels en EHPAD comme à domicile attendent des avancées concrètes et immédiates pour améliorer leur quotidien. On apprend beaucoup d'une société en observant comment celle-ci traite ses aînés. En tant que représentant des hôpitaux et des EHPAD publics je ne veux pas me résigner à laisser nos décideurs politiques prendre encore plus de retard dans la réponse à ce problème de société. Certes, des milliards d'euros ont déjà été débloqués dans le cadre de cette crise, mais les moyens nécessaires à ce plan de renforcement des effectifs devront un jour ou l'autre être investis pour faire face au vieillissement de la population : autant le faire tout de suite. Nous y gagnerons tous. »

Frédéric Valletoux, Président de la FHF

Contacts presse :

FHF – g.papin@fhf.fr

Havas – communicationfhf@havas.com